

Réseau Ouest de recherche en Economie Sociale et Solidaire

Région Pays de la Loire

En 2007, près de 40 chercheurs, appartenant à 4 laboratoires régionaux et à des laboratoires partenaires (LEM- CRGNA, GREGUM, LEM- LEN, CARTA), participent à ce réseau fédératif de recherche. Ce réseau vise à créer les conditions pour associer efficacement de nouveaux membres et de nouvelles équipes (ARGUMANS, l'un des ateliers du GAINS, le LARESS, laboratoire de l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers et le CENS) dans une perspective d'investissement à plus long terme. Cet enjeu est d'autant plus important qu'un tiers des membres du réseau sont de jeunes chercheurs. C'est la raison pour laquelle la conception des activités envisagées dans ce réseau a pour principal souci de créer les conditions favorables à l'établissement de liens volontaires mais durables entre les équipes et les chercheurs.

Ce réseau a été initié en 2004, après qu'un ensemble de travaux ont été menés depuis plusieurs années par différents laboratoires des universités de la région. Ce réseau se fixe pour objectif le renforcement des liens et des coopérations des chercheurs de la région autour de la thématique de l'économie sociale. Il est conçu comme le prolongement et l'approfondissement des recherches déjà réalisées sur les questions relatives aux pratiques et conduites économiques innovantes, aux entreprises d'économie sociale et d'économie solidaire et à la construction de l'espace économique dans ses dimensions marchande et non marchande.

Les équipes de recherche et les chercheurs par discipline

Nom & Prénom	Unité de rattachement	Discipline
BAILLY Franck	CARE- UFR Droit, Rouen	Economie
BERTRAND Jean-René	GREGUM- UFR géographie, Le Mans	Géographie
BEVANT Didier	LEM- LEN- UFR Economie, Rennes	Economie
BILLAUDEAU Valérie	CARTA- ISTIA Angers	Communication
BRECHET Jean-Pierre	LEM- CRGNA- Institut d'économie et de management de Nantes- IAE	Gestion
CAIRE Gilles	GEDES- UFR sciences économique, Poitiers	Economie
CHAPELLE Karine	CARE- UFR des affaires internationales, Le Havre	Economie
CHARLES-PAUVERS Brigitte	LEM- CRGNA- Institut d'économie et de management de Nantes- IAE	Gestion
CHEDOTEL Frédérique	ARGUMANS- IFR Droit, économie, gestion, Le Mans	Gestion
CLERGEAU Cécile	LEM- LEN- Institut d'économie et de management de Nantes-IAE	Economie
DUSSUET Annie	LEM- CRGNA- UFR sociologie, Nantes	Sociologie
EMIN Sandrine	Université d'Angers	Gestion

FLAHAULT Erika	GREGUM- UFR sociologie, Le Mans	Sociologie
FLEURET Sébastien	CARTA- UMR ESO CNRS 6590, Angers	Géographe
GLEMAIN Pascal	LEM- LEN- ESSCA, Angers	Economie
GUIBERT Gérard	LEM- CRGNA, LEN- Université de Nantes	Sociologie
HERAULT-FOURNIER Catherine	LARESS- ESA, Angers	Sociologue
HUNTZINGER France	GAINS- UGR Gestion, Le Mans	Gestion
LAMENDOUR Eve	LEM- CRGNA- Institut d'économie et de management de Nantes- IAE	Gestion
LAUZANAS Jean-Marc	LEM- CRGNA- Institut d'économie et de management de Nantes- IAE	Gestion
LAZUECH Gilles	CENS- UFR sociologie, Nantes	Sociologie
LEMAIGNAN Christian	GEDES- UFR sciences économiques, Poitiers	Economie
LEROUX Isabelle	GAINS- IUT, Laval	Gestion
LEVELLY Ronan	CENS- UFR sociologie, Nantes	Sociologie
LOISEAU Dominique	LEM- CRGNA- Lycée Saint-Nazaire	Histoire
MAUREL Christophe	GAINS- UFR Gestion, Le Mans	Gestion
MEYER Maryline	LEM- LEN- ESSCA, Angers	Economie
MOULEVRIER Pascale	CENS- UCO, Angers	Sociologie
NOGUES Henry	LEM- LEN- Institut d'économie et de management de Nantes- IAE	Economie
PAVIS Fabienne	CENS- SFC Nantes	Sociologie
PIHET Christian	CARTA- UMR ESO CNRS 6590, Angers	Géographe
PRIGENT-SIMONIN Anne-Hélène	LARESS- ESA Angers	Gestion
PROUTEAU Lionel	LEM- LEN- IPAG, Nantes	Economie
PUJOL Laurent	GAINS- UFR Gestion, Le Mans	Gestion
ROBIC Paulette	LEM- CRGNA- Institut d'économie et de management de Nantes- IAE	Gestion
SCHIEB-BIENFAIT Nathalie	LEM- CRGNA- Institut d'économie et de management de Nantes- IAE	Gestion
SIMON Eric	GRANEM- ESSCA	Gestion
TAUPIN Marie-Thérèse	LESSOR- UFR Economie, Rennes	Economie
THAREAU Bertille	LARESS- ESA, Angers	Sociologie
URBAIN Caroline	LEM- CRGNA- Institut d'économie et de management de Nantes- IAE	Gestion

Les thématiques du réseau

Axe 1 : Economie sociale et solidaire et expérimentation de nouvelles pratiques économiques.

Dans ses rapports au marché, l'économie sociale s'est trouvée engagée de différentes manières. Sans être exhaustif, il est possible de distinguer au moins trois positionnements :

1. celui d'une économie palliative quand il s'agit de boucher les creux des marchés incomplets pour remédier à leurs conséquences humaines et sociales ;
2. celui d'une économie sociale assumant une forme de pédagogie et de médiation aux pratiques économiques ;
3. celui enfin, d'une économie sociale volontairement innovante dans des projets collectifs visant à explorer de nouveaux rapports économiques et sociaux.

Plusieurs équipes sur des terrains variées ont engagé leurs recherches sur les problématiques suivantes :

Axe 1A : Existe-t-il une gouvernance spécifique dans les organisations de l'économie sociale ?

Les chercheurs de l'équipe ARGUMANS envisagent une approche multi-partenariale ou multistakeholders (multi-parties prenantes) des entreprises d'économie sociale émergentes novatrices dans le domaine social. Le caractère éventuellement innovant est étudié d'abord, au niveau de la construction du projet puis, au niveau des modalités du fonctionnement interne. L'objectif est d'identifier des modèles de gouvernance plus ou moins spécifiques s'ils existent. Plusieurs terrains d'études dans la région des Pays de la Loire sont abordés, notamment :

1. Les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC)
2. Les coopératives d'activités et d'emploi.
3. Les projets innovants développés dans le cadre de la mesure 10B.

Au final : la question de la compétence entrepreneuriale est confrontée aux valeurs de l'économie sociale. Ces recherches rejoindront celles que souhaitent développer des chercheurs du LEM- CRGNA autour des dynamiques d'émergence des outils de gestion comme de leur statut et de leur usage dans les organisations de l'économie sociale.

Axe 1B : Les formes et le rôle de la finance solidaire : approches comparées en zone urbaine

Des investigations sur le comportement des épargnants solidaires sont menées dans les chefs-lieux des départements de la région. L'attention porte également non seulement sur les démarches spécifiques engagées par les épargnants solidaires (CIGALES) mais également sur les pratiques des institutions de finance solidaire (Finansol, crédit municipal) et sur les produits « solidaires » proposés par les acteurs du système bancaire. Une démarche comparative entre Rennes, Nantes, Angers et Le Mans est conduite permettant d'analyser le rôle éventuel de l'ancrage territorial de ces pratiques.

Axe 1C : L'insertion par l'activité économique en Pays de la Loire

Les chercheurs du LEM- GRGNA, du LEN et du CENS, s'intéressent aux diverses formes de l'insertion par l'activité économique. Il s'agit notamment, d'identifier précisément la place de l'économie sociale dans ce champ dans la région des Pays de la

Loire, d'en retracer les évolutions récentes et d'analyser les principales questions auxquelles sont confrontées les organisations de l'économie sociale, entre autres :

- le lien avec les politiques publiques de l'emploi ;
- la nature des ressources et leur dynamique ;
- le mode de gouvernance ;
- les effets de concurrence avec les entreprises commerciales ;
- leur souci d'évaluation des résultats, etc.

Axe 1D : Les nouvelles formes d'échanges agriculteurs-consommateurs - Quels enjeux pour les territoires périurbains des Pays de la Loire ?

(ESA, LARESS)

On assiste à une recrudescence des marchés, des cueillettes à la ferme, des ventes ambulantes et de la vente directe sur l'exploitation. De nouvelles formes de vente collectives se développent également sous la forme de magasins de producteurs, de vente en ligne par Internet ou de marchés fermiers. En Pays de la Loire, certaines formes d'engagement innovantes mettant en œuvre de véritables contractualisations entre producteurs et consommateurs ont déjà vu le jour (AMAP : Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne). Dans un contexte où le modèle dominant de l'agriculture est en crise, ces démarches peuvent se lire comme des solutions permettant d'associer des collectifs pluriels, composés de politiques, de consommateurs, de citoyens, de producteurs dont l'enjeu principal est précisément de définir ce que doivent être les nouveaux engagements de l'agriculture au sein de la société.

Cet axe de recherche vise plus spécifiquement à comprendre en quoi ces diverses formes de commercialisation de produits et de services en circuit court modifient les modes de production, de mise en marché et de consommation sur le territoire régional. Dans ce cadre sont plus précisément étudiées les différentes formes de vente s'appuyant sur un lien direct entre agriculteurs et consommateurs dans les zones périurbaines régionales (Nantes, Angers, Le Mans).

Axe 1E : Innovation sociale et processus entrepreneuriaux dans l'économie sociale et solidaire (LEM-CRGNA)

Les recherches portent sur le thème de l'entrepreneuriat en économie sociale et solidaire en privilégiant la problématique de « l'entreprendre autrement ».

Il s'agit d'analyser plus particulièrement l'émergence d'innovations sociales et des processus entrepreneuriaux liés permettant la création ou le développement d'activités portées par plusieurs acteurs (individuels ou collectifs) et sous des formes variées du phénomène entrepreneurial à savoir :

- dans le cadre de création ex nihilo d'association ou de coopérative, de SCIC ;
- dans le cadre de développement d'activité nouvelle (au sein d'entreprise déjà créée) (intrapreneuriat);
- dans le cadre de reprise d'activité (par une SCOP).

Axe 2 : Economie sociale : emploi et rapports salariaux

Les structures de l'économie sociale et solidaire sont confrontées au contexte économique général et ont parfois un positionnement problématique qui les conduit à chercher des outils de gestion et des modèles de management qui leur soient appropriés. Dans le domaine de l'emploi et de la création d'entreprises l'économie sociale et solidaire est fortement

impliquée. Ces chantiers illustrent bien les difficultés que ces entreprises doivent affronter. La recherche porte sur les rapports salariaux au sein des organisations de l'économie sociale et solidaire, sur les modes de management des hommes, en particulier sur les liens entre l'analyse des compétences requises, l'implication des différents acteurs internes et leurs liens avec la performance recherchée et sa valorisation. A ce titre, une attention particulière est portée à l'incidence sur l'engagement bénévole du mouvement de salarisation des ressources humaines qui accompagnent le développement des activités marchandes.

Axe 2A : Organisation de l'économie sociale et rapports salariaux complexes

A partir du constat du développement de l'emploi atypique dans certaines des organisations de l'économie sociale et solidaire (en termes de temps de travail, de temps partiels, d'horaires atypiques, de contrat, d'emplois aidés, etc.), deux interprétations sont possibles : comme conséquence des difficultés de financement chroniques de certains secteurs ou comme « contagion » due à l'existence au sein de ces organisations d'autres rapports de travail (bénévolat ou le militantisme).

Ce positionnement particulier en tant qu'employeur dans des organisations souvent porteuses par ailleurs de valeurs humanistes invite à faire l'hypothèse d'une relation salariale spécifique qui emprunterait à la fois au monde marchand et au monde domestique voire au monde civique (Bolstanski et Thévenot). Des entretiens auprès des personnes et des institutions concernées permettent de vérifier cette éventuelle singularité et de réfléchir à ces conséquences. En outre, l'examen à travers le prisme du « genre » permet de poser la question de la place particulière (ou non) des femmes dans ces processus.

Axe 2B : Le bénévolat face au développement des activités marchandes de l'économie sociale

(ARGUMAINS, LEN)

Le développement des activités marchandes de la part des organisations de l'économie sociale, et tout particulièrement des associations, est susceptible d'interroger le sens de l'action collective qui a motivé l'engagement antérieur des bénévoles. Dans certains cas, ceux-ci peuvent avoir le sentiment d'une perte de substance du projet originel de l'association. Le risque d'un désengagement pèse alors. La recherche étudie la réalité d'un tel risque et, au-delà, elle s'attache à analyser les incidences de la montée en puissance des activités économiques marchandes sur la gestion des bénévoles (formation...).

Axe 3 : L'économie sociale dans les dynamiques territoriales.

Dans une économie mondialisée, de nombreuses analyses mettent en évidence qu'une des variables influençant la dynamique d'un territoire se manifeste dans la capacité des acteurs économiques locaux à coopérer. Sur ce chantier, l'économie sociale apporte une contribution spécifique soit directement par l'engagement des responsables de ses entreprises soit comme forme d'organisation adoptée par les regroupements d'acteurs mobilisés (entreprises, collectivités territoriales, etc.) pour porter leurs projets.

1. L'observation d'une présence plus ou moins forte de l'économie sociale et solidaire au sein des territoires de la région est connue mais insuffisamment mesurée et analysée. Un investissement méthodologique, en collaboration avec des géographes participant au réseau permet d'avancer dans la connaissance de ces disparités territoriales et de les cartographier au moins sur certains secteurs d'activité.
2. A partir des observations réalisées et en s'appuyant sur les acquis conceptuels et empiriques déjà analysés dans l'analyse des raisons de l'engagement dans le bénévolat

formel, les facteurs explicatifs des différences observées entre les territoires sont recherchés ;

3. Enfin, la contribution de l'économie sociale aux dynamiques locales est explorée en termes de nouveaux emplois ou de consolidation des emplois agricoles et artisanaux existants comme en termes d'ingénierie des projets locaux.

Axe 3A : La mobilisation d'agriculteurs pour la construction de territoires périurbains

(LARESS, ESA, CRGNA)

Les zones périurbaines sont le siège de tensions entre différents types d'usages (résidentiel, productifs urbains, de nature, de plaisance et productif agricole). Certaines tensions fragilisent l'agriculture (diminution de l'espace agricole, conflits de voisinage et refus de nouvelles installations, difficultés à circuler). D'autres usages urbains constituent des opportunités pour le développement de l'agriculture (vente directe, accueil à la ferme). Dans tous les cas la périurbanisation provoque des évolutions rapides sur ces territoires et augmente l'incertitude des producteurs agricoles. Nous observons sur ces zones une mobilisation accrue des agriculteurs : au sein de leurs organisations professionnelles ou par la *création de structures associatives nouvelles* ils sont amenés à dialoguer avec les collectivités locales. Nous analysons ce processus comme une manière pour ces acteurs économiques d'accroître leur maîtrise des conditions de maintien ou de développement de leur activité.

A partir de travaux sur les agglomérations d'Angers, Cholet et Saumur, les terrains d'enquête sont élargis aux agglomérations de Nantes et du Mans pour aborder :

- Les formes de mobilisation innovantes, notamment les associations mixtes agriculteurs – résidents,
- Les motivations de l'engagement, et par là même la re-construction du rôle social et politique local des agriculteurs,
- Les effets des processus de mobilisation locale sur le développement du territoire (à savoir la capacité des acteurs à maintenir / développer leur activité ou leurs projets).

Axe 3B : Vers un atlas régional de l'économie sociale et solidaire

(CARTA, CENS, LEN)

Dans le cadre du réseau est envisagée la constitution d'un atlas régional de l'économie sociale et solidaire en s'attachant plus particulièrement dans un premier temps à l'identification de son périmètre dans les secteurs de l'insertion par l'activité économique et des services à domicile. La réflexion méthodologique et technique qui structure cette démarche a vocation à être réutilisée ultérieurement par extension de ce travail aux autres secteurs concernés par l'économie sociale.